

Opinion



BERNARD DEMOULIN

Jean de Codt
Magistrat

■ La question se pose face aux excès d'une production économique, dévoreuse de matières premières et polluante, face au progrès scientifique dans le biomédical, face à une explosion de la délinquance mafieuse couplée à une déliquescence de l'État.

mot est dérivé du latin "natus" qui veut dire "né". La nature, c'est le lieu de notre naissance, c'est notre berceau, le lieu vital sans lequel l'être humain ne peut ni surgir ni se maintenir en vie.

La littérature diffusée par *Gaia* et par la *deep ecology* exprime une sacralisation de la nature et de toute vie, quelle qu'elle soit. Dans cette optique, s'il faut accorder des droits à l'homme, ne faut-il pas en reconnaître également aux animaux, aux fleuves et aux forêts? Faut-il dénoncer un racisme des espèces? L'homme n'aurait donc pas tous les droits car il ne serait qu'une partie d'un règne animal, végétal, minéral, lesquels auraient tout autant le droit de vivre et de s'épanouir.

Démocratie en péril

Reste la question du péril encouru par la démocratie. N'est-on pas en train de se tromper d'ennemi? Notre société est-elle vraiment en danger parce que, il y a quinze ans d'ici, un quidam a été entendu dans un commissariat sans bénéficiaire de l'assistance d'un avocat? Ou parce que le droit anglais prévoit que les criminels ne peuvent pas voter?

Le danger est ailleurs. Que penser, par exemple, de notre assujettissement à la loi de la croissance

continue du capital? Que peuvent les droits de l'homme face à cette course à l'argent qui boucle son sens en elle-même? Que deviennent les droits des hommes qui n'ont pas eu la chance d'accéder à la propriété et qui sont appelés à vivre dans un monde où celle-ci représente l'universalisation ultime de l'être humain?

Dénigrement de l'appareil répressif

L'État de droit et la démocratie sont menacés également par la conjonction de deux phénomènes: une explosion de la délinquance mafieuse couplée à une déliquescence de l'État. Nos structures régaliennes s'affaiblissent au moment précis où le raz-de-marée approche. La fraude, la corruption, le trafic de stupéfiants, la traite des êtres humains prolifèrent et surfent sur la campagne de dénigrement de tout l'appareil répressif, à commencer par la police dont on met en avant la violence qu'elle commet, pour masquer les violences qu'elle subit.

Alors si on me demandait "les droits de l'homme: stop ou encore?", je répondrais évidemment "encore", mais en plaçant pour une réflexion plus mûre sur l'être véritable de l'homme et pour une meilleure prise en compte des défis de notre temps.

Alors si on me demandait "les droits de l'homme: stop ou encore?", je répondrais évidemment "encore", mais en plaçant pour une réflexion plus mûre sur l'être véritable de l'homme et pour une meilleure prise en compte des défis de notre temps.

OPINION

Le climat, une priorité politique oubliée

■ À court de solutions faciles, les politiques ont commencé à regarder ailleurs. Or la transition écologique nécessite du courage.



SHUTTERSTOCK

Adélaïde Charlier

"Jeune pour le climat et les droits humains"

Logans et affiches des dernières campagnes électorales ont déclassé, parfois même éliminé, le dérèglement climatique de leur programme, alors qu'en 2019 le climat était la priorité politique, de l'Europe aux communes. Les tsunamis Covid, Ukraine, Énergie, Palestine,... ont déferlé à la Une des médias, emportant ce qui constitue pourtant, aux dires de milliers de scientifiques, la plus grande menace pour notre humanité.

Les conflits tragiques qui secouent le monde ne balayent pas les enjeux climatiques. Selon l'observatoire européen Copernicus: "le mois d'août 2024 a été le mois le plus chaud au niveau mondial..." et il est "de plus en plus probable que 2024 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée" (Copernicus, 2024). Selon la directrice de l'Organisation météorologique mondiale "c'est une alerte rouge [...] nous avons besoin de plus d'actions".

Alors pourquoi le climat n'est-il plus une priorité politique? (Le Tourment, 06/09/2024)

Peut-être, a-t-on pensé que cette transition serait "facile"; qu'on pourrait compter sur la technologie pour décarboner ou absorber du carbone, mais qu'on ne devrait pas (trop) changer notre mode de vie. D'aucuns ont prôné la croissance verte, estimant faire la transition en maintenant notre système économique, en découplant les émissions de CO₂ de la croissance du PIB. D'autres ont pensé que remplacer les voitures thermiques par des voitures électriques ou mettre des panneaux photovoltaïques allaient faire le job! D'autres encore ont décrié l'écologie, l'accusant de "punitif", d'étranglement de "libertés"... rétrécissant le débat par d'étroits stéréotypes: "on va m'empêcher de rouler en voiture, d'aller en vacances en avion ou de manger de la viande"... Quand les choses devenaient trop "contraignantes", contrits par la peur, des politiciens reculaient pour demander une pause (Le Monde, 2023). À court de solutions faciles, les politiques ont commencé à regarder ailleurs. L'actualité internationale, de la crise du Covid aux conflits armés à

nos portes, a achevé de reléguer le climat hors des priorités politiques et du débat public. La transition écologique nécessite du courage politique. Le courage de dire que si la technologie va nous aider, elle ne sera pas suffisante. Le courage de dire que la crise climatique n'est qu'un symptôme d'une crise plus profonde sur les limites planétaires qui impose de changer notre façon de vivre, de produire et de consommer. Sans cela, nous faisons porter sur les vivants des zones déjà touchées des risques vitaux et nous lesterons la jeune génération des conséquences de l'inaction.

Maillon manquant

On l'a observé en 2019, la mobilisation citoyenne dans les rues avait forcé les politiques à une vision au long cours. Le Green Deal avait posé la première pierre d'une transition pour affronter la menace climatique. Or, celui-ci est en déconstruction, symptôme d'un court-termisme dans les sphères décisionnelles. La voix des citoyens, scientifiques inclus, ne serait-elle audible que lorsqu'elle bat le pavé? L'absence de panneaux en cartons dans les rues n'est pas une indifférence des citoyens, parfois seulement une (amère) résignation. Quel maillon manque-t-il entre les élus et "la masse" que l'on croit, à tort, sans avis? De multiples manières d'inclure les citoyens dans les réflexions et décisions politiques existent, les panels citoyens pour le climat ont montré un soutien accru aux actions climatiques (Willis, 2020).

La destruction de la biodiversité, le saccage de la planète, la poursuite de l'extraction fossile, l'injustice climatique faite aux humains vivant en première ligne les conséquences météorologiques,... concerne notre équilibre de vie au quotidien. Oublier la menace climatique, c'est NOUS oublier, nous citoyens. Lutter pour que le climat reprenne la place fondamentale qu'il mérite, c'est garantir notre pouvoir de citoyens; c'est toucher à la définition même de la démocratie: un gouvernement qui est le nôtre, le mien, qui s'exprime, qui m'exprime.